

MAIRIE DE METZ

CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DE METZ

REGISTRE DES DELIBERATIONS

Séance du 26 novembre 2015

DCM N° 15-11-26-23

Objet : Convention avec le fonds d'insertion des personnes handicapées dans la Fonction Publique.

Rapporteur: Mme KAUCIC

Depuis plusieurs années, la mission Handicap a contribué à la mise en œuvre de la politique municipale sur l'accessibilité de la Ville de Metz. Reconnue au plan national pour ses travaux de mise en accessibilité, la municipalité accompagne différents projets dans les domaines de la santé, des séniors et du handicap.

C'est aussi dans le cadre de la loi du 11 février 2005 "pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées" que la ville de Metz souhaite renforcer sa démarche d'insertion et de maintien dans l'emploi de son personnel en situation de handicap par l'application d'une politique de ressources humaines et d'actions engagées, volontaires et responsables.

Le FIPHFP (Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique) propose d'accompagner les collectivités. Il aide les employeurs publics à remplir leurs engagements vis-à-vis des personnes en situation de handicap et à atteindre le taux légal d'emploi de 6 %. Si, à ce jour, le taux d'emploi de la ville de Metz est de 6,55 %, l'ambition affichée par la collectivité est de maintenir ce taux et de développer une culture commune d'insertion des personnes en situation de handicap.

Par les financements et les partenariats qu'il noue, le FIPHFP incite les employeurs à mettre en œuvre des politiques d'inclusion professionnelle ambitieuses et contribue au changement de regard sur le Handicap.

Par la signature d'une convention avec le FIPHFP, la Ville souhaite développer une politique handicap structurée et lisible afin de mettre en place des actions avec les objectifs suivants :

- la structuration du dispositif handicap au sein du pôle Ressources Humaines qui permet un accompagnement professionnel, adapté et de qualité des agents en situation de handicap,
- l'information et la sensibilisation des agents, la formation des professionnels du dispositif et des équipes,

- le maintien dans l'emploi des agents dans les conditions les plus adaptées à leurs besoins et pour le fonctionnement des services,
- le recrutement et l'intégration de travailleurs handicapés au sein des services municipaux.

Ce projet de conventionnement a fait l'objet d'un travail partenarial avec de nombreux acteurs de la ville, associant également partenaires santé et associatifs autour des problématiques de santé au travail des agents, avec une volonté commune de changer les mentalités dans la prise en compte du handicap au travail au sein de la Mairie de Metz. A travers la signature de cet engagement, la Ville de Metz, grâce aux financements du FIPHFP, se donne ainsi les moyens de mener à bien sa politique handicap auprès de ses agents.

Cette convention couvrira une durée de 36 mois à compter du 01 janvier 2016, et mobilisera une enveloppe pluriannuelle pour la réalisation de ce plan d'actions par le FIPHFP fixée à 435 809 €. Le budget primitif 2016 prévoira dans ce cadre une recette de 139 342 €.

En conséquence, la délibération suivante est soumise à l'approbation du Conseil Municipal.

LE CONSEIL MUNICIPAL

La Commission des Finances et des Ressources entendue,

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

VU la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,

VU l'avis favorable du comité local du FIPHFP du 03 novembre 2015 sur le projet de convention et sur l'octroi du montant à allouer à la Ville de Metz,

CONSIDERANT la volonté de la Ville de Metz de développer une politique ambitieuse en faveur de l'emploi des personnes en situation de handicap et améliorer la qualité et la pertinence de l'accompagnement proposé à chacun des agents municipaux en situation de handicap,

CONSIDERANT que la convention à intervenir permettra le développement des actions en faveur de l'insertion des personnes handicapées au sein des services municipaux,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ

DECIDE :

- **D'ADOPTER** le principe de partenariat financier avec le FIPHFP,
- **D'AUTORISER** le Maire ou son représentant à signer la convention à intervenir entre la Ville de Metz et le FIPHFP,

- **D'AUTORISER** la collectivité à encaisser les recettes correspondantes à ce soutien financier qui seront imputées au chapitre 74 du budget,
- **D'AUTORISER** le Maire ou son représentant à engager les dépenses correspondantes aux actions prévues dans la convention qui seront imputées sur les crédits inscrits aux chapitres 011 et 012 du budget.

Vu et présenté pour enrôlement,

Signé :

Pour le Maire

L'Adjointe Déléguée,

Isabelle KAUCIC

Service à l'origine de la DCM : Relations sociales et environnement de travail
Commissions :
Référence nomenclature «ACTES» : 4.1 Personnel titulaires et stagiaires de la F.P.T.

Séance ouverte à 15h00 sous la Présidence de M. Dominique GROS Maire de Metz ,
Nombre de membres élus au Conseil Municipal : 55 dont 55 sont encore en fonction à la date de la délibération.
Membres assistant à la séance : 33 Absents : 22 Dont excusés : 16

Décision : ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ



**CONVENTION
RELATIVE AU FINANCEMENT D' ACTIONS
MENEES PAR LA VILLE DE METZ
A DESTINATION DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP**

Entre : **L'Établissement public administratif Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique**
12, avenue Pierre-Mendès-France, 75914 PARIS CEDEX 13
Dénommé ci-après « le FIPHFP »

D'une part,

Et : **La Ville de Metz**
1 place d'Armes, 57000 METZ
Dénommé ci-après « le bénéficiaire »

D'autre part,

Référence : Convention n° C-0825

Vu la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

Vu le décret n° 2006-501 du 3 mai 2006 modifié relatif au FIPHFP ;

Vu la délibération n° 2007-05-04 du 24 mai 2007 modifiée du comité national du FIPHFP portant sur les modalités de dévolution par voie conventionnelle des financements du FIPHFP ;

Vu la délibération n° 2007-05-07 du 24 mai 2007 du comité national du FIPHFP portant sur la répartition des compétences en matière de décisions de financement entre le comité national, les comités locaux et le directeur de l'établissement public ;

Vu la délibération n° 2015-LO-11-01 du 3 novembre 2015 du comité local du FIPHFP de la région Lorraine portant décision de financement ;

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : CHAMP D'APPLICATION

Les dispositions de la présente convention sont applicables à l'ensemble des personnels rémunérés par le bénéficiaire conformément aux dispositions prévues à l'article 3 du décret n° 2006-501 modifié.

Le bénéficiaire ne peut faire l'objet d'un conventionnement que s'il satisfait à l'obligation de déclaration posée à l'article L. 323-8-6-1 du code du travail ainsi qu'au versement intégral des contributions annuelles dues.

Article 2 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités de financement du plan d'actions du bénéficiaire approuvé par le FIPHFP.

Article 3 : PLAN D'ACTIONS ET BUDGET PREVISIONNEL

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, dans le respect des dispositions de la présente convention, le projet tel qu'il a été présenté et validé par le comité local du FIPHFP de la région Lorraine du 3 novembre 2015, le budget prévisionnel en dépenses et le calendrier de réalisation.

Le bénéficiaire se fixe comme objectif d'atteindre, au terme de la mise en œuvre de la présente convention, un taux d'emploi direct de bénéficiaires de l'obligation d'emploi de 6,30 %, conformément au « Tableau d'évolution et de suivi des effectifs » mentionné en annexe A.

Les actions envisagées et leur budget sont décrits en annexe B « Plan d'actions et budget prévisionnel ».

Les objectifs de la politique du bénéficiaire en matière d'insertion et de maintien dans l'emploi des personnes handicapées sont décrits dans le document intitulé « Projet de conventionnement en faveur de l'insertion et de l'accompagnement des travailleurs handicapés », joint à la présente convention, et doivent faire l'objet d'un avis des instances paritaires et techniques compétentes.

Le budget total du programme d'actions financé par le FIPHFP s'élève à **435 809 €**.

Article 4 : PILOTAGE DU PROJET

Le bénéficiaire s'engage à mettre en place un dispositif interne de pilotage et de suivi de son projet auquel participe, le cas échéant, un représentant du FIPHFP. Les comptes rendus de réunion sont adressés au FIPHFP.

Le bénéficiaire s'engage à désigner, au sein de ses services, un correspondant handicap qui sera le relais du FIPHFP.

Le FIPHFP s'engage à désigner, au sein de ses services, un correspondant qui sera le relais du bénéficiaire.

Article 5 : ELIGIBILITE DES DEPENSES

Sont éligibles au financement par le FIPHFP les dépenses réalisées, conformes aux dispositions de l'article 3 du décret n° 2006-501 modifié et au plan d'actions prévisionnel.

Les modalités de remboursement des aides mobilisées dans le cadre de la présente convention, dont les conditions de prise en charge sont fixées par délibération du comité national du FIPHFP, sont déterminées pendant la durée de la présente convention par les décisions du comité national qui peut modifier, pendant cette durée, le montant dudit remboursement.

Les décisions du comité national sont publiées au *Bulletin officiel* du ministère des affaires sociales et de la santé.

Les dépenses financées par le FIPHFP dans le cadre de la présente convention ne peuvent en aucun cas venir diminuer le montant de la contribution due par le bénéficiaire. Conformément à l'article 5 du décret n° 2006-501 modifié, elles ne peuvent donc être prises en compte pour réduire le nombre d'unités manquantes.

Article 6 : PERIODES CONCERNEES

6.1. Durée de validité de la convention

La présente convention entre en vigueur à la date du 1^{er} décembre 2015 et reste valable jusqu'au 4 avril 2019 (date de fin de réalisation + 125 jours).

6.2. Période de réalisation du plan d'actions

La période d'éligibilité des dépenses du présent plan d'actions s'étend du 1^{er} décembre 2015 au 30 novembre 2018 inclus (date de fin de réalisation).

À cette dernière date, l'intégralité du budget doit avoir fait l'objet de factures acquittées ou de pièces justificatives de valeur probante équivalente.

Une prorogation d'une durée maximale d'un an, formalisée par un avenant à la présente convention, peut être accordée sur demande justifiée du bénéficiaire. Cette demande doit être antérieure d'au moins 6 mois à la date de fin d'éligibilité des dépenses.

Aucune demande d'aide ponctuelle ne peut être présentée sur la plate-forme e-services du FIPHFP pour des dépenses ressortant de la période de réalisation du plan d'actions.

Article 7 : PLAN DE FINANCEMENT DU PLAN D' ACTIONS

7.1. Plan de financement des actions

La présente convention comprend un plan d'actions qui détaille les financements prévus par catégorie et par type d'aides déclinés par année.

Les crédits accordés au titre de chaque catégorie d'aides (aides techniques et humaines, actions de sensibilisation et de formation des acteurs, dépenses d'études) sont limitatifs. Ce principe s'applique sur la totalité du financement alloué pour la durée d'exécution de la convention et non pas pour chacune des années du plan d'actions (fongibilité temporelle). Les crédits sont fongibles au sein de chaque catégorie.

Au sein de la catégorie des aides techniques et humaines, le bénéficiaire a la faculté de mobiliser l'ensemble des aides techniques ou humaines dans les conditions fixées par le comité national, y compris celles qui n'avaient pas été prévues dans le plan d'actions initial.

Le bénéficiaire qui souhaite modifier la répartition des crédits entre les différentes catégories d'aides doit transmettre une demande justifiant le besoin accompagnée d'un plan d'actions modifié. L'accord du FIPHFP est formalisé par un avenant à la présente convention.

Cette modification ne modifie pas le rythme de versement des fonds prévu à l'article 8.2 de la présente convention.

7.2. Modification du budget

En cas de modification à la hausse du budget prévisionnel, le bénéficiaire s'engage à adresser au FIPHFP un dossier complet accompagné d'un plan d'actions modifié justifiant la demande.

La modification du montant du budget total du programme d'actions donne lieu à la rédaction d'un avenant.

Article 8 : MODALITES DE VERSEMENT DES FONDS

8.1. Montant du financement

Le montant total du financement du FIPHFP, mentionné à l'article 3 de la présente convention, est un montant maximum.

Le montant définitif du financement du FIPHFP correspond aux dépenses effectivement réalisées et justifiées.

8.2. Versement des fonds

Le versement des fonds intervient dans les conditions suivantes :

- au moment de la signature de la présente convention, un premier versement correspondant au montant des dépenses prévisionnelles au titre de la première année du plan d'actions ;
- à l'issue de la première année, lors de la production du bilan annuel prévu à l'article 9.1 de la présente convention et après validation du FIPHFP, un versement correspondant au montant des dépenses admises de la première année et des dépenses prévisionnelles de la deuxième année, sur la base de l'état prévisionnel abrégé des recettes et des dépenses signé par l'employeur ou son représentant, déduction faite du versement effectué au moment de la signature de la présente convention ;
- à l'issue de la deuxième année, lors de la production du bilan annuel prévu à l'article 9.1 de la présente convention et après validation du FIPHFP, un versement correspondant au montant des dépenses admises des première et deuxième années et des dépenses prévisionnelles de la troisième année, sur la base de l'état prévisionnel abrégé des recettes et des dépenses signé par l'employeur ou son représentant, déduction faite des versements effectués au moment de la signature de la présente convention et à l'issue de la première année ;
- à la fin de la durée de la présente convention sur remise du rapport final prévu à l'article 9.1 de la présente convention et après analyse de celui-ci, le versement du solde correspondant au montant total des dépenses admises par le FIPHFP dans le cadre de la présente convention, déduction faite des versements effectués au moment de la signature de la présente convention et à l'issue des première et deuxième années.

Les versements peuvent être fractionnés à la demande du bénéficiaire afin de répondre aux contraintes de l'annualité budgétaire des employeurs publics.

Les versements sont opérés après validation par le FIPHFP des éléments transmis par le bénéficiaire dans le cadre de la demande de paiement prévue à l'article 8.3 de la présente convention et notamment la vérification du respect du budget et de l'éligibilité des dépenses.

Le montant des versements ne peut être supérieur au montant de la convention.

Les versements sont conditionnés au règlement intégral des contributions annuelles dues par le bénéficiaire ou à la production d'un échéancier de paiement accordé par l'Agent comptable du FIPHFP couvrant l'intégralité de la dette et dont les termes devront être respectés le jour du paiement.

8.3. Paiement

Le FIPHFP confirme au bénéficiaire le montant des versements et du solde à verser.

Les règlements interviendront dans un délai de 30 jours après réception des documents exigés par virement administratif sur le compte ouvert au nom de la Trésorerie Metz Municipale, dont les coordonnées sont les suivantes (IBAN) : FR27 3000 1005 29C5 7000 0000 016.

Article 9 : REMISE DES BILANS

Le bénéficiaire peut être amené à présenter un bilan de l'exécution de sa convention devant le comité local ou national.

9.1. Types de bilan

Le bénéficiaire est tenu de transmettre un bilan annuel au FIPHFP au plus tard 45 jours après la date anniversaire de la période de réalisation du plan d'actions figurant à l'article 6.2 de la présente convention.

Le bénéficiaire est tenu de transmettre un bilan final au FIPHFP au plus tard 45 jours après la fin de la période de réalisation du plan d'actions figurant à l'article 6.2 de la présente convention.

9.2. Composition du bilan

Le bilan transmis au FIPHFP comporte 2 parties :

- Une première partie narrative comportant les éléments suivants :
 - la description de l'organisation mise en place pour gérer le plan d'actions ;
 - les actions réalisées (contenu, modalités, opérateur, planning, résultats attendus, résultats livrés) rapportées au calendrier, avec un rappel des objectifs ;
 - les résultats en matière de recrutement et de maintien dans l'emploi des travailleurs handicapés (cf. tableau en annexe A), en précisant le mode de recrutement, la durée des contrats et la nature de l'emploi occupé ;
 - des informations relatives à l'exercice des partenariats avec les acteurs du handicap et d'autres collectivités publiques ;
 - les difficultés rencontrées dans l'exécution du plan d'actions ;
 - l'évaluation de la mise en œuvre de la convention ;
 - la description de ce qui est entrepris pour assurer la pérennité du projet, et notamment la volonté de renouveler le dispositif conventionnel (pour le bilan final).
- Une seconde partie relative aux éléments financiers du projet, comportant une récapitulation certifiée exacte des dépenses acquittées pour la période transmise, indiquant notamment la date à laquelle les pièces ont été établies, leurs références et le montant des dépenses pris en charge par le FIPHFP, ainsi qu'un état de synthèse du budget exécuté pour chaque année et pour l'ensemble.

Dans le cadre des bilans intermédiaires, un état prévisionnel abrégé des recettes et des dépenses (annexe C), signé par l'employeur ou son représentant, devra être produit. Ce document récapitule, pour chaque année, les versements reçus, les dépenses réalisées et les prévisions jusqu'au terme de la convention. Il doit permettre notamment de justifier du montant du versement demandé à l'article 8.3.

Les modalités de transmission des informations sont définies dans un *Guide utilisateur*.

Article 10 : OBLIGATION DE COMMUNICATION

Les documents, matériels et supports de formation, d'information et pédagogiques, élaborés ou produits par le bénéficiaire grâce aux financements sollicités dans le cadre de la présente convention seront accessibles par le FIPHFP de façon dématérialisée, le bénéficiaire s'engageant à les mettre en ligne sur son site extranet.

La communication de l'employeur faisant état de la participation financière du FIPHFP doit faire l'objet d'une validation préalable par le FIPHFP.

Le logotype du FIPHFP a été déposé à l'Institut national de la propriété industrielle (INPI). Son utilisation est mise gratuitement à disposition sous réserve d'une autorisation écrite préalable.

Article 11 : RENOUELEMENT

En cas de souhait de reconventionnement, le bénéficiaire doit adresser une demande en ce sens au Directeur du FIPHFP.

Le bénéficiaire est tenu de transmettre un rapport d'évaluation au FIPHFP au plus tard 6 mois avant la fin de la période de réalisation du plan d'actions figurant à l'article 6.2 de la présente convention.

Article 12 : RESILIATION

La présente convention pourra être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par l'une des parties des obligations contenues dans la convention.

Le bénéficiaire peut ainsi résilier la présente convention si, suite à une décision du comité national du FIPHFP, les modalités de remboursement d'une aide prévue dans le cadre du projet venaient à modifier l'équilibre financier du projet.

Le FIPHFP peut ainsi, après en avoir informé le comité compétent, résilier la présente convention :

1. Si le bénéficiaire ne respecte pas les dispositions énoncées dans la présente convention, notamment :
 - en ne réalisant pas le projet ou en ne le réalisant que partiellement ;
 - en changeant le plan de financement et le budget prévisionnel sans autorisation du FIPHFP ;
 - en utilisant les fonds à d'autres fins que celles stipulées à l'article 2 de la présente convention (détournement de l'objet) ;
 - en entravant la mise en œuvre des mesures de contrôle.
2. Si le bénéficiaire ne fournit pas les bilans annuels et le bilan final dans les délais fixés.
3. Si les bilans ne contiennent pas les informations demandées.
4. Si le bénéficiaire ne respecte pas les obligations de communication sur le soutien financier.

Cette résiliation deviendra effective 30 jours après l'envoi par la partie qui invoquera le non-respect d'une obligation par lettre recommandée avec accusé de réception exposant ses griefs, à moins que, dans ce délai, l'autre partie n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas les parties de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation, et ce sans préjudice de tout recours.

Article 13 REVERSEMENT DES FONDS PERÇUS

Conformément aux dispositions de l'article 3 du décret n° 2006-501 modifié, les fonds reçus par le bénéficiaire qui n'ont pas été employés ou qui ont été utilisés pour des actions qui ne sont pas admises par le FIPHFP sont reversés au FIPHFP par le bénéficiaire.

Ce reversement devra intervenir dans un délai de 60 jours à compter de la réception d'un titre exécutoire.

En l'absence de reversement des sommes dues, aucune demande d'aide ne peut être présentée par le bénéficiaire auprès de la plate-forme e-services du FIPHFP.

Article 14 : CONTROLES

Le bénéficiaire doit vérifier la régularité des dépenses présentées au remboursement du FIPHFP et doit conserver les pièces justificatives originales jusqu'à la date-limite à laquelle sont susceptibles d'intervenir les contrôles, c'est-à-dire 3 ans après le dernier versement effectué.

Le bénéficiaire s'engage à se soumettre à tout contrôle sur place et sur pièces effectué par le FIPHFP. Il garantit la traçabilité des fonds utilisés et la piste d'audit (à partir d'une dépense constatée, il est possible de reconstituer et de vérifier les séquences d'événements ayant mené à la prise en charge de la dépense par le FIPHFP).

Article 15 : ANNEXES

La présente convention est accompagnée des annexes suivantes :

- annexe A : « Tableau d'évolution et de suivi des effectifs » ;
- annexe B : « Plan d'actions et budget prévisionnel » ;
- annexe C : « État prévisionnel abrégé des recettes et des dépenses » ;
- document intitulé « Projet de conventionnement en faveur de l'insertion et de l'accompagnement des travailleurs handicapés ».

Article 16 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toutes les modifications apportées à la présente convention donneront lieu à la rédaction et la signature conjointe d'un avenant.

Article 17 : LITIGES

Lors de l'exécution de la présente convention, les litiges ou différends qui ne pourraient être réglés par voie amiable seront portés devant la juridiction administrative de Paris, siège social du FIPHFP.

Visa du Contrôleur budgétaire
de l'EPA FIPHFP

Yves TALAUD

Fait à Paris en 3 exemplaires originaux,

Le

Le Directeur
de l'EPA FIPHFP

Le représentant
du bénéficiaire

Marc DESJARDINS

Annexe A à la convention numéro C- 0825
Ville de Metz

Évolution prévisionnelle des bénéficiaires de l'obligation d'emploi

	2015	2016	2017	2018
Effectif total rémunéré au 1er janvier	2138	2 524	2 524	2 524
Nombre total d'emplois à pourvoir (suite à départ en retraite et création de poste)	30	30	30	30
Nombre de bénéficiaires de l'obligation d'emploi présents en début d'année	140	140	149	155
Nombre de bénéficiaires de l'obligation d'emploi recrutés	4	2	2	2
Dont				
par la voie de l'apprentissage	4	3	3	3
par la voie d'emplois d'avenir	0	0	0	0
par la voie contractuelle consécutivement à un CAE	0	0	0	0
Nombre de personnes entrant dans la catégorie des BOE hors recrutement	35	13	10	8
Nombre de bénéficiaires de l'obligation d'emploi sortants	8	6	6	6
Nombre total de bénéficiaires de l'obligation d'emploi en fin d'année	138	149	155	159
Taux d'emploi direct	6,55	5,90%	6,14%	6,30%
Montant des dépenses déductibles (en €)	586 451 €	540 000,00	540 000,00	540 000,00
Nombre d'unités déductibles	34,16	31,55	31,55	31,55
Taux d'emploi légal	8,15	7,15%	7,39%	7,55%

(intégration des agents du CCAS)

PLAN D' ACTIONS ET BUDGETS PRÉVISIONNELS (TTC)

Catégorie et type d'aide	Financement du FIPHFP			
	2016	2017	2018	Total
Aides techniques et humaines (A)	125 652,00	147 765,00	119 002,00	392 419,00
Aménagements de postes de travail (hors apprentissage, Pacte et accueil d'étudiants et stagiaires)	23 000	16 000	12 000	51 000
Adaptations de postes de travail afin de maintenir dans l'emploi les agents inaptes	1 000	2 500	1 000	4 500
Accessibilité aux postes de travail (ne concerne pas le programme « Accessibilité à l'environnement professionnel »)	10 000	10 000	10 000	30 000
Rémunération des personnes ou organismes chargés d'accompagner un agent handicapé	25 306	25 306	25 306	75 918
Aides versées pour améliorer les conditions de vie et faciliter l'insertion professionnelle	10 000	10 000	12 000	32 000
Formation des travailleurs handicapés	11 420	9 360	9 360	30 140
Dispositif d'accompagnement pour l'emploi des personnes handicapés	4 788	4 788	4 788	14 364
Accueil d'un élève ou étudiant handicapé (cette rubrique comprend toutes les aides sollicitées au bénéfice d'un élève ou étudiant accomplissant un stage d'étude obligatoire)	1 840	1 840	1 840	5 520
Dépenses relatives à l'apprentissage (cette rubrique comprend toutes les aides sollicitées au bénéfice d'un apprenti handicapé)	38 298	67 971	42 708	123 714
Dépenses relatives au Parcours d'accès aux carrières de la fonction publique territoriale, hospitalière et de l'État (Pacte)	0	0	0	0
Contrats aidés (CAE, CUI)	0	0	0	0
Dépenses relatives aux emplois d'avenir (cette rubrique comprend toutes les aides sollicitées au bénéfice d'un agent en emploi d'avenir)	0	0	0	0
Actions de sensibilisation et de formation des acteurs (B)	11 320	13 960	5 370	30 650
Formation des personnels susceptibles d'être en relation avec les travailleurs handicapés	6 100	4 300	2 150	12 550
Action d'information et de sensibilisation collective des personnes susceptibles d'être en relation avec les travailleurs handicapés	2 220	6 660	2 220	11 100
Supports de communication développés ou utilisés dans le cadre des actions favorisant l'insertion et le maintien dans l'emploi des personnes handicapées	3 000	3 000	1 000	7 000
Dépenses d'études (C)	2 370	1 185	9 185	12 740
Dépenses d'études	2 370	1 185	9 185	12 740
Dépenses hors Catalogue des aides (D)	0	0	0	0
Dépenses hors Catalogue des aides				
TOTAL DES DÉPENSES POUVANT ÊTRE FINANCÉES PAR LE FIPHFP	139 342	162 910	133 557	435 809
Autres actions non financées par le FIPHFP	10 912	12 099	12 099	35 110
1	8 532	9 719	9 719	27 970
0	800	800	800	2 400
0	1 580	1 580	1 580	4 740
PREVISIONS ANFH	0	0	0	0
TOTAL GÉNÉRAL DES DÉPENSES PRÉVISIONNELLES	150 254	175 009	145 656	470 919

ÉTAT PRÉVISIONNEL ABRÉGÉ DES RECETTES ET DES DÉPENSES

	Budget initial	Réalisation année 1	Prévision année 2	Prévision année 3	Total
Aides techniques et humaines (A)	392 419,00				0,00
Actions de sensibilisation et de formation des acteurs (B)	30 650,00				0,00
Dépenses d'études (C)	12 740,00				0,00
Dépenses hors <i>Catalogue</i> (D)					0,00
TOTAL	435 809,00	0,00	0,00	0,00	0,00
% d'exécution prévisionnel		0,00%	0,00%	0,00%	0,00%

VERSEMENTS EFFECTUÉS				0,00
-----------------------------	--	--	--	------

VERSEMENT PRÉVISIONNEL		0,00	0,00
-------------------------------	--	------	------

SOLDE PRÉVISIONNEL (1)			0,00
-------------------------------	--	--	------

(1) TOTAL DES DÉPENSES PRÉSENTÉES AU REMBOURSEMENT - TOTAL DES VERSEMENTS EFFECTUÉS
Le signe négatif indique que le bénéficiaire devra rembourser un trop perçu

La demande de fonds au titre de la 2e année s'établit à : 0,00 €

Le bénéficiaire atteste que les éléments transmis dans le cadre de la présente demande ont été établis de façon sincère et représentent une image fidèle de la situation de l'employeur

Date

Qualité

Signature

ÉTAT PRÉVISIONNEL ABRÉGÉ DES RECETTES ET DES DÉPENSES

	Budget initial	Réalisation année 1	Réalisation année 2	Prévision année 3	Total
Aides techniques et humaines (A)	392 419,00				0,00
Actions de sensibilisation et de formation des acteurs (B)	30 650,00				0,00
Dépenses d'études (C)	12 740,00				0,00
Dépenses hors <i>Catalogue</i> (D)	0,00				0,00
TOTAL	435 809,00	0,00	0,00	0,00	0,00
% d'exécution prévisionnel		0,00%	0,00%	0,00%	0,00%

VERSEMENTS EFFECTUÉS				0,00
-----------------------------	--	--	--	-------------

VERSEMENT PRÉVISIONNEL			0,00
-------------------------------	--	--	-------------

SOLDE PRÉVISIONNEL (1)			0,00
-------------------------------	--	--	-------------

(1) TOTAL DES DÉPENSES PRÉSENTÉES AU REMBOURSEMENT - TOTAL DES VERSEMENTS EFFECTUÉS
Le signe négatif indique que le bénéficiaire devra rembourser un trop perçu

La demande de fonds au titre de la 3e année s'établit à : 0,00 €

Le bénéficiaire atteste que les éléments transmis dans le cadre de la présente demande ont été établis de façon sincère et représentent une image fidèle de la situation de l'employeur

Date

Qualité

Signature